

Annonce historique de Cuba et des USA



Par María Josefina Arce.

Cuba et les États-Unis ont mis un terme à la première étape d'un long processus, en annonçant ces dernières heures, l'ouverture, le 20 juillet prochain des ambassades respectives à La Havane et à Washington, dans le cadre du rétablissement des relations diplomatiques entre les deux pays, qui avaient été interrompues unilatéralement en 1961 par le gouvernement du président étasunien Dwight Eisenhower.

Depuis que le 17 décembre, le président cubain, Raúl Castro et son homologue étasunien Barack Obama, ont annoncé leur désir et leurs intentions de rétablir les relations diplomatiques entre les deux pays, des fonctionnaires des deux parties ont eu des prises de contact régulières qualifiées de respectueuses et de constructives qui ont débouché sur l'annonce de ces dernières heures.

Cette décision répond à la position de la majorité de la population étasunienne qui selon les résultats des sondages et enquêtes, est favorable au rétablissement des liens diplomatiques bilatéraux.

Une chose doit être claire. Il ne s'agit que d'un pas fait sur la voie vers la normalisation des relations, un processus qui s'avère lent et qui implique d'autres mesures.

Au mois de mai, Cuba a été éliminée de la liste des pays qui de l'avis de Washington promeuvent le terrorisme, une liste dressée unilatéralement et dans laquelle notre pays n'aurait dû jamais figurer. Cuba condamne toutes les formes de terrorisme, un fléau dont elle a été victime à maintes reprises. Notre pays ne promeut pas le terrorisme mais les connaissances, la vie. Sa vocation humaniste et solidaire en sont le meilleur témoignage.

Tout comme les nombreuses personnes qui dans toutes les latitudes ont été soignées par les médecins cubains, les millions qui ont appris à lire et à écrire grâce à une méthode cubaine d'alphabétisation : “Yo sí puedo”, moi oui je peux.

La normalisation des relations entre La Havane et Washington passe avant tout par la levée du blocus inhumain imposé depuis plus de 50 ans au peuple cubain. La clameur internationale en ce sens est entendue chaque année depuis 1992 aux Nations Unies, qui sont presque unanimes à condamner cette politique hostile.

Des domaines très sensibles tels que l'éducation et la santé sont la cible de ce siège, le plus long de l'histoire. Il a provoqué des pertes économiques pour plus d'un billion de dollars.

La restitution de la portion du territoire cubain de Guantanamo, occupé illégalement par la base navale américaine est aussi une autre question essentielle.

Dans cette base fonctionne un centre de détentions illégales, où sont pratiquées les abus de toute sorte et dont la fermeture est exigée par la communauté internationale.

Il faut rappeler que la loi de rajustement cubain est en vigueur depuis 1966. Cette loi encourage les départs illégaux de Cuba, en octroyant le permis de séjour et de travail à tout Cubain arrivé en territoire étasunien peu importe les moyens utilisés pour y parvenir.

Certes, un long chemin parsemé d'obstacles devra être parcouru avant de parvenir à la normalisation des relations entre Cuba et les États-Unis, mais les deux gouvernements ont exprimé leur volonté de continuer le processus de telle sorte que nous puissions avoir des relations civilisées malgré les grandes différences existant entre nos deux gouvernements, sur la base du respect mutuel et des principes de la Charte de l'ONU et du Droit International.

Ils ont commencé à faire des pas sur cette voie. La décision d'ouvrir des ambassades, au terme d'un peu plus de 6 mois de négociations en est un très important-



Radio Habana Cuba